



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

(Comité ministériel conjoint
des
Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds
sur le
transfert de ressources réelles aux pays en développement)



DC2006-0020
17 septembre 2006

COMMUNIQUE DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL DES VINGT-QUATRE

Le Communiqué ci-joint de la réunion des ministres du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre, qui s'est tenue à Singapour le 16 septembre 2006, est distribué à la demande de leur Président, Monsieur Margarito Teves, Ministre des finances, Philippines.

* * *

**GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL DES VINGT-QUATRE POUR LES QUESTIONS MONÉTAIRES
INTERNATIONALES ET LE DÉVELOPPEMENT**

**COMMUNIQUÉ
16 SEPTEMBRE 2006**

I. VOIX ET REPRÉSENTATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

1. Les Ministres soulignent qu'il importe de parvenir au plus tôt à un accord sur un ensemble de réformes crédibles et assorties d'un calendrier précis, qui assurent une augmentation de la voix et de la représentation des pays en développement dans les institutions de Bretton Woods. Tout en accueillant favorablement la proposition d'augmentations ponctuelles des quotes-parts de la Chine, de la Corée, du Mexique et de la Turquie, les Ministres soulignent que, dans son état actuel, l'ensemble de réformes ne répond pas de façon adéquate à la question fondamentale de la sous-représentation des pays en développement et des pays à faible revenu en tant que groupes. Ils observent que les pays émergents, les autres pays en développement et les économies en transition produisent plus de la moitié du PIB mondial mesuré en termes de parité de pouvoir d'achat, que ces pays détiennent la majeure partie des réserves internationales et représentent une majorité de la population mondiale. Pour rendre compte de cette nouvelle réalité de l'économie mondiale et accroître la légitimité et la pertinence des institutions de Bretton Woods, les voix attribuées aux pays en développement et aux pays à faible revenu en tant que groupes devraient être au plus vite augmentées et préservées.

2. Les Ministres réaffirment que tout ensemble de réformes devrait prévoir à la fois une augmentation rapide et substantielle des voix de base — un triplement de celles-ci, au moins — et une nouvelle formule de calcul des quotes-parts qui reflète fidèlement l'importance économique relative des pays en développement dans l'économie mondiale. Cette formule devrait prendre en compte les PIB à parité de pouvoir d'achat et la vulnérabilité de ces pays aux fluctuations des prix des matières premières, aux mouvements de capitaux et aux autres chocs exogènes. Ces réformes devraient inclure des mesures visant à renforcer la participation des pays à faible revenu dans les structures de décision et de gestion des institutions de Bretton Woods en prévoyant notamment, mais pas uniquement, la création de nouveaux postes d'administrateurs suppléants et de conseillers principaux pour les groupes de pays les plus nombreux.

II. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES

3. Les Ministres se félicitent de la poursuite d'une croissance mondiale largement partagée en 2006. Ils soulignent que, si les perspectives pour 2007 sont encourageantes, les risques qui pèsent sur la poursuite de cette expansion ont augmenté en raison notamment des préoccupations suscitées par le creusement des déséquilibres mondiaux, la reprise de

l'inflation et le resserrement des politiques monétaires, la volatilité des prix pétroliers, l'arrêt des négociations commerciales du Cycle de Doha, le fléchissement du marché immobilier aux États-Unis et la montée des tensions géopolitiques. Les Ministres soulignent qu'il est urgent d'engager au plus tôt des efforts significatifs pour corriger les déséquilibres mondiaux. Cette réponse doit être concertée, et passe par le rééquilibrage des finances publiques et un effort d'augmentation de l'épargne des ménages aux États-Unis, des réformes structurelles en Europe et au Japon, une réforme du secteur financier et une plus grande flexibilité des taux de change dans les pays émergents lorsque les fondamentaux économiques le justifient, et une amélioration du climat de l'investissement dans beaucoup d'autres pays en développement. Dans ce contexte, les Ministres soutiennent les efforts déployés par le FMI pour donner à sa mission de surveillance une orientation plus prospective, dans le cadre notamment de la première consultation multilatérale.

4. Les Ministres expriment leur grave préoccupation face au lourd bilan humain et aux dégâts économiques causés par les hostilités récentes au Liban. Ils appellent la communauté internationale à accorder d'urgence une aide et des dédommagements substantiels pour permettre au peuple libanais de rebâtir ses infrastructures sociales et physiques et pour revigorer son économie. Les Ministres se réjouissent que la Banque mondiale ait fait part de son intention de créer un fonds fiduciaire pour aider le Liban à financer un programme de redressement d'urgence, et sont favorables au transfert de 70 millions de dollars de l'excédent de la BIRD à ce fonds.

III. COMMERCE

5. Les Ministres expriment leur profonde déception face à la suspension du Cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha. Ils soulignent que le système commercial actuel est entaché de graves distorsions qui pénalisent les pays en développement, notamment les pays les moins avancés, et qui sont engendrées en particulier par d'innombrables subventions aux effets dommageables, les tarifs douaniers progressifs et les obstacles non tarifaires érigés par les pays industrialisés. Les Ministres réaffirment que, si les négociations peuvent se conclure par un accord ambitieux et bien équilibré, elles pourraient apporter une contribution importante à la prospérité mondiale et tenir leur promesse en appuyant effectivement le développement et la lutte contre la pauvreté dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Si l'on ne parvient pas à sortir de l'impasse actuelle, on risque de perdre des années d'efforts et une occasion importante de progresser dans des domaines qui intéressent tous les pays, et de laisser le champ libre à l'exacerbation des tendances protectionnistes à travers le monde. Les Ministres appellent à reprendre d'urgence les négociations. Ils exhortent le FMI et la Banque mondiale à appuyer cet effort en mettant en lumière, pour défendre le cycle de négociations, ses retombées positives potentielles et le coût des distorsions commerciales et des obstacles aux échanges, en particulier des subventions agricoles et des tarifs douaniers progressifs des économies avancées. Les Ministres se félicitent des propositions récentes concernant «l'aide pour le commerce», tout en réaffirmant qu'à leurs yeux, cette initiative ne saurait se substituer à un Cycle de Doha

ambitieux. Outre qu'ils sont préoccupés par l'avenir du Cycle de Doha, les Ministres regrettent les récentes tentatives inopportunes d'ingérence politique dans le bon fonctionnement du système commercial, bancaire et financier international.

IV. SOUTIEN AUX PAYS À FAIBLE REVENU

6. Les Ministres sont préoccupés par le fait que, si la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) a progressé ces dernières années, les perspectives demeurent peu encourageantes à cet égard pour les pays d'Afrique subsaharienne. L'aide publique au développement en faveur des pays à faible revenu n'a pas augmenté, bien que, lors du sommet de 2005 de l'ONU sur les suites données à la Déclaration du Millénaire, la communauté internationale se soit une nouvelle fois engagée à apporter son soutien pour accélérer la réalisation des OMD. Les Ministres soulignent que, pour parvenir au but fixé, il faudra que les bailleurs de fonds comme les bénéficiaires de l'aide consentent des efforts plus soutenus, en s'appliquant à augmenter les ressources, à améliorer les politiques suivies et la gouvernance, et à rendre l'aide plus efficace.

7. Les Ministres se félicitent de l'allègement de dette rendu possible par l'initiative PPTE renforcée et de l'IADM. Ils demandent aux pays donateurs de fournir les ressources nécessaires pour que l'IADM puisse être étendue à tous les pays à faible revenu. Ils rappellent avec insistance que le cadre de viabilité de la dette conçu par le FMI et la Banque mondiale pour les pays à faible revenu doit être souple et tenir dûment compte de la situation de chaque pays. Les Ministres demandent aux bailleurs de fonds de fournir suffisamment de dons et de prêts hautement concessionnels aux pays à faible revenu pour qu'ils puissent financer leurs besoins de développement tout en préservant la viabilité de leur dette. Ils encouragent les bailleurs de fonds à apporter leur assistance d'une façon plus efficace et plus prévisible et à adapter ces concours aux stratégies élaborées par les pays eux-mêmes pour atteindre les OMD. Enfin, les Ministres demandent instamment que la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide soit appliquée intégralement.

V. QUESTIONS STRATÉGIQUES CONCERNANT LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

8. Les Ministres se félicitent que la réflexion soit engagée au FMI sur un nouvel instrument visant à garantir un soutien financier élevé aux pays en développement qui, bien qu'ils aient accès aux marchés et appliquent de bonnes politiques macroéconomiques, restent néanmoins vulnérables aux chocs. Ils invitent instamment le FMI à procéder rapidement à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un instrument de ce type. Les Ministres soulignent que cette facilité doit permettre des tirages automatiques et immédiats pour les pays admis à en bénéficier. Les Ministres insistent sur le fait que la nouvelle facilité ne doit être assortie d'aucune conditionnalité qui aille au-delà de ce qui est nécessaire pour maintenir la stabilité macroéconomique et réduire les facteurs de vulnérabilité.

9. Les Ministres sont favorables à ce que l'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption s'inscrivent dans une approche globale, couvrant à la fois l'offre et la demande. Ils soulignent que, dans la mesure où la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD sont au cœur de la mission de la Banque mondiale, le renforcement de ses activités dans le domaine de la gouvernance et de la lutte contre la corruption devrait l'aider à remplir cette mission. Les Ministres insistent sur l'importance fondamentale de l'internalisation pour obtenir des résultats durables; ils encouragent donc la Banque mondiale à collaborer étroitement avec les autorités nationales en soutenant les plans d'action et les priorités qu'elles définissent elles-mêmes. À cet égard, et compte tenu du caractère multilatéral de l'institution, les Ministres soulignent que la Banque mondiale ne doit pas cesser de venir en aide à ses membres, de manière à ne pas pénaliser les pauvres. Étant donné la dimension politique de la gouvernance, ils insistent sur la nécessité de délimiter plus clairement les aspects de la gouvernance qui entrent dans le mandat de la Banque mondiale.

10. Les Ministres notent avec préoccupation que les transferts nets négatifs de la Banque mondiale vers les pays à revenu intermédiaire sont considérables et en augmentation, ce qui s'explique en grande partie par le coût élevé du recours aux services de l'institution. Pour s'acquitter de son mandat en matière de développement, préserver sa santé financière et garder son rôle en tant que Banque du savoir, il est fondamental que la Banque mondiale reste engagée aux côtés des pays à revenu intermédiaire. Sous ses divers aspects, la pauvreté reste très répandue dans ces pays et, pour la plupart d'entre eux, la réalisation des OMD apparaît encore très difficile. Les Ministres considèrent que, pour réussir, toute stratégie renforcée dans les pays à revenu intermédiaire doit être souple, comporter plusieurs volets et avoir une portée globale de manière à répondre aux besoins différenciés et changeants de l'ensemble des pays à revenu intermédiaire. Notant que l'utilisation des systèmes nationaux n'a guère progressé, ils en rappellent l'importance pour réduire les coûts non financiers du recours aux services de la Banque mondiale et pour renforcer les capacités institutionnelles des pays. Les Ministres invitent instamment la Banque mondiale à prendre les mesures nécessaires pour que des progrès soient accomplis sans tarder dans ce domaine essentiel.

VI. REMERCIEMENTS ET DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE RÉUNION

11. Les Ministres expriment leur remerciements aux autorités de Singapour pour la parfaite organisation de ces réunions, et remercient également la population singapourienne pour son hospitalité et l'accueil chaleureux qu'elle leur a réservé.

12. La prochaine réunion des Ministres du Groupe des Vingt-Quatre devrait avoir lieu le 13 avril 2007, à Washington.

LISTE DES PARTICIPANTS¹

Les ministres du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement ont tenu leur soixante-seizième réunion le 16 septembre 2006 à Singapour, sous la présidence de M. Margarito B. Teves, Secrétaire aux finances, Philippines, assisté de Mme Felisa Miceli, Ministre de l'économie et de la production, Argentine, Première Vice-Présidente, et de M. Jean-Claude Masangu Mulongo, Gouverneur de la Banque centrale, République démocratique du Congo, Deuxième Vice-Président.

La réunion des ministres a été précédée le 15 septembre 2006 de la quatre-vingt-huitième réunion des suppléants du Groupe des Vingt-Quatre, qui était présidée par M. Roberto Tan, Sous-secrétaire aux finances, Philippines.

Groupe africain: Mourad Medelci, Algérie; Kablan Yao Sahi, Côte d'Ivoire; Joseph Kabwe, République démocratique du Congo; Mohamed Amr, Égypte; Atnafu Teklewold, Éthiopie; Paul Toungui, Gabon; Mahamudu Bawumia, Ghana; Nemadi Usman, Nigeria; Jason Milton, Afrique du Sud.

Groupe asiatique: Yaga Reddy, Inde; Ebrahim Sheibany, République islamique d'Iran; Alain Bifani, Liban; Salman Shah, Pakistan; Cyd Amador, Philippines, Ranjith Siyambalapitiya, Sri Lanka; Adib Mayaleh, République arabe syrienne.

Groupe latino-américain: Hector Torres, Argentine; Paulo Vieira de Cunha, Brésil; Alejandro Gamboa, Colombie; Oscar Monterioso, Guatemala; Roberto Marino, Mexique; Renzo G. Rossini, Pérou; Conrad Enill, Trinidad-et-Tobago; Armando León, Venezuela.

Observateurs: Jomo Kwame Sundaram, ONU; Dirk Bruinsma, CNUCED; Mohammed Daïri, Maroc; Hu Xiaolian, Chine; Suleiman Alherbish, Fonds OPEP; Mohammad Alipour Jeddi, OPEP; Zanele Makina, G-77; Hamad Albazai, Arabie saoudite; Damo Baro, BCEAO; Mohammad Zubair, BISD; Sultan N Al Suwaidi, Émirats arabes unis.

Invités : Rodrigo de Rato, Directeur général, Fonds monétaire international;
Paul Wolfowitz, Président, Banque mondiale.

Fonds monétaire international: Goodwill Ukpogon

Banque mondiale: Nada Mufarrij

Secrétariat du G-24: Ariel Buirra

Secrétariat du FMI pour le G-24: Patrick Cirillo, Jones Morco, Henry Mooney, Beryl Keary, Nazlina Nasarudin.

¹ Personnalités ayant participé aux discussions.